Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Nicole-Fontaine-veut-garder-toutes

7 novembre 2003

Nicole Fontaine veut garder toutes les options ouvertes.

PARIS, 7 novembre (Reuters) - La ministre déléguée à l'Industrie, Nicole Fontaine, a déclaré vendredi que la France considérait "toutes les options" en matière d'énergie, y compris le nucléaire, d'ici à 2020, quand seront remplacées trente des 58 centrales nucléaires de l'Hexagone.

"Le moment venu, quand la France renouvellera son parc nucléaire, toutes les options seront ouvertes", a déclaré Nicole Fontaine lors d'une conférence de presse. "La France entend garder l'option nucléaire ouverte."

S'appuyant sur un avant-projet présenté vendredi dans un "Livre blanc", elle a insisté sur la nécessité de soumettre d'ici la fin de l'année à la concertation la construction d'un prototype de réacteur nucléaire de troisième génération (EPR, European Pressurized Reactor, réacteur européen à eau sous pression), projet qui n'est qu'envisagé mais qui suscite la colère des écologistes.

"Aujourd'hui EDF estime que la construction de ce nouveau réacteur EPR est nécessaire", a précisé Nicole Fontaine, qui présentera un projet de loi d'orientation sur les énergies en conseil des ministres début 2004.

Le réseau "Sortir du nucléaire", qui regroupe 650 associations, rejoint par de nombreux partis politiques et associations dont les Verts, la LCR, Sud-Rail et la Confédération paysanne, a d'ores et déjà appelé a une manifestation nationale à Paris le 17 janvier prochain. "Il ne fait aucun doute que le gouvernement a pris sa décision et qu'il est de notoriété publique qu'il a d'ores et déjà décidé la construction du réacteur nucléaire EPR", a dit à Reuters Stéphane Lhomme, porte-parole du réseau "Sortir du nucléaire". "Le nucléaire n'est pas le seul avenir. Il ne faut plus construire de réacteurs en France", a-t-il ajouté. Dans un communiqué, l'association souligne que l'EPR présente les mêmes défauts que les réacteurs précédents et elle met en garde contre un accroissement de la production de déchets nucléaires et des risques de catastrophe.

"Le nouveau EPR est une conception ancienne, avec risques de catastrophes nucléaires et production de déchets. On a vu aussi pendant la canicule que le nucléaire est fragilisé par les intempéries. Il faut donc tout faire sauf construire de nouveaux réacteurs", a estimé Stéphane Lhomme.

Le 8 octobre, Nicole Fontaine avait annoncé qu'elle proposerait à Jean-Pierre Raffarin de choisir l'EPR

pour renouveler le parc nucléaire français, ce qui avait provoqué un tollé chez les écologistes et des réserves même au sein de la majorité.

Le lendemain, les services du Premier ministre faisaient savoir que le gouvernement n’avait pas encore tiré les conclusions du débat lancé au printemps sur les énergies et que Nicole Fontaine était "dans son rôle de propositions", démarche qui ne préjugeait pas du choix du Premier ministre.

Le Livre blanc souligne que l’objectif est de maintenir ouverte l’option nucléaire, avant toute décision de renouvellement du parc nucléaire.

"La politique énergétique doit nous permettre de préparer dans de bonnes conditions la mise à l’arrêt progressive du parc nucléaire à partir de 2020. Il importe dans ces conditions de maintenir toutes les options énergétiques ouvertes et notamment l’option nucléaire", précise-t-il.

Il insiste pour que les "technologies nucléaires modernes répondant à des critères de sûreté renforcés soient disponibles à l’horizon 2020" et invite la filière à faire preuve d’une plus grande "transparence" dans son information au public.

Le Livre blanc souligne aussi l’importance d’avoir une technologie d’"un coût économique acceptable" et capable de réduire l’impact sanitaire (déchets radioactifs) et environnemental. "Le premier défi est celui de l’effet de serre", relève-t-il, rappelant que l’objectif de la France est de diviser par quatre ses émissions polluantes d’ici vingt ans.

Si le "bouquet énergétique" de la France doit être "diversifié" tant en termes de types d’énergies que d’origine géographique et géopolitique, le document estime que les énergies renouvelables "ne pourront constituer qu’un complément". Des objectifs à l’horizon 2010 sont toutefois préconisés afin de respecter la directive européenne selon laquelle 21% de la consommation d’électricité doiventt être produits à partir d’énergies renouvelables. Des appels d’offres seront lancés prochainement, notamment pour la création d’éoliennes. D’autres actions sont prévues pour les sources d’énergies comme la géothermie, le solaire ou la biomasse.

Le parc nucléaire français compte actuellement 58 réacteurs à eau préssurisée qui ont produit près de 440 milliards de Kwh en 2002. En 1973, la France importait 76,1% de ses ressources énergétiques. Aujourd’hui, cette part est tombée à 49,3%, souligne le Livre blanc, "en grande partie" grâce au nucléaire.